

CMD

CA

HINNOUDE

N° 038/CA du Répertoire

N° 96-61/CA du greffe

Arrêt du 08 août 2002

**AFFAIRE : HINNOUDE PATRICE**

C/

**M. E. N. R. S.**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Avrankou du 12 septembre 1996, enregistrée au Greffe de la Cour Suprême le 23 octobre 1996 par laquelle Monsieur Patrice HINNOUDE sollicite l'annulation de la lettre n° 170/MF/CEB/CF du 22 mars 1995 lui refusant le bénéfice des dispositions transitoires du décret n° 85-359 du 11 septembre 1985 pour son reclassement ;

Vu la correspondance n° 409/GCS du 27 mars 1997 par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif ainsi que toutes les pièces y annexées ont été communiqués, pour ses observations, au Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ;

Vu la lettre n° 2611/MENRS/CAB/DC/DRH/SG-P2-D du 05 juin 1997 par laquelle le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a transmis son mémoire en défense à la Cour ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 942 du 20 novembre 1996 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Les parties ayant été régulièrement informées des jour et heure de l'audience du 08 août 2002 ;



DE = 2000<sup>f</sup>

Enregistré à Cotonou le 09/05/03

Fo 22 Case 1755-2

Reçu Deux mille francs

L'inspecteur de l'Enregistrement

*Chasabou*  
TIMBRE  
Cotonou  
Bénin  
REPUBLICQUE DU BENIN

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

**EN LA FORME**

Considérant que par requête contentieuse en date à Avrankou du 12 septembre 1996 enregistrée au Greffe de la Cour Suprême le 23 octobre 1996 requête non précédée d'un recours administratif préalable, sieur HINNOUDE Patrice, demandeur, sollicite l'annulation de la lettre n° 170/MF/CEB/CF du 22 mars 1995 lui refusant le bénéfice des dispositions transitoires du décret n° 85-359 du 11 septembre 1985 ;

Considérant que le requérant n'a pas respecté les délais légaux de recours ; que, par ailleurs il n'y a pas eu de recours administratif préalable, défaut soulevé par la partie défenderesse dans ses observations ;

Qu'il échet de déclarer la requête irrecevable ;

**PAR CES MOTIFS,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Recours en annulation du sieur Patrice HINNOUDE en date, à Avrankou, du 12 septembre 1996, est irrecevable.

**Article 2** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême

**Article 3** : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative

**PRESIDENT;**



Emile TAKIN }  
 et } CONSEILLERS.  
 Bernadette HOUNDEKANDJI épouse CODJOVI }



Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit août deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Raoul Hector OUENDO**

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Greffier,

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

1960-1961

1960-1961

1960-1961

1960-1961



1960-1961

1960-1961